L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 22 MARS 1861. — G. F. WEISSE, E. DUVERGER, N. DUFOUR, S. HARRY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
VENDREDI MATIN, 22 MARS.

☞ Voir la seconde page, pour :
LE FEUILLETON.
LA BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHE AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

P. N. Viennet, rue Royale, près Canal, ancien Hôtel de la Paix.—Plantes et animaux.

Par O. Lesamunt, Bienbe & Co., rue de Chartres.—Marchandises sèches.

Par le Shérif, à 10½ heures A M., à son entrepôt rue Jefferson N. 23, deuxième District.—Un lot de bois de chauffage.

Bilan de la Situation.

Malgré un lenteur ridicule que met le gouvernement de Washington à prendre un parti décisif, la situation se dessine chaque jour plus nettement. Il est évident pour tout le monde à cette heure que si l'Union fédérale ni la Confédération du Sud ne désirent la guerre et que l'une ou l'autre feront tous les sacrifices compatibles avec leur honneur pour éviter un conflit. Nous avons dit dès le premier jour au mouvement de la paix, et les événements n'ont fait que le confirmer dans cette opinion, toujours nous en sommes aveugle mais sur la réparation sincère des hommes et des choses de notre pays.

Il y a beaucoup parlé des sentiments de haine d'où M. Lincoln serait animé envers les Etats confédérés ; c'est là une erreur qui deviendrait une injustice et on ne s'empressant de la rectifier. M. Lincoln est un homme bienveillant, dont l'unique tort est d'appartenir au parti républicain noir et de n'avoir pas les capacités nécessaires pour exercer de hautes fonctions dont il a été revêtu. Il a toujours cherché pour les concessions, et nous sommes persuadés qu'il appuiera de tout son pouvoir ceux des membres du cabinet qui se sont prononcés pour les moyens de conciliation.

Nous avons dit que personne ne désire la guerre, et le bilan de la situation que nous allons dresser fera voir que nous ne nous trompons pas. Le gouvernement de Washington a été divisé à l'intérieur le fort Sumter par ses troupes ; ceux-ci ont déjà été payées et doivent s'embarquer demain à bord du steamer Crescent qui les transportera à New York. Une colonne ne sera donc plus à craindre à Charleston.

Reste, il est vrai, le fort Pickens, mais l'administration fédérale ne voulant pas adopter de mesure incomplète a envoyé aux commandants de la marine de guerre mouillés dans ces eaux de la Floride l'ordre formel de ne tenter aucune voie de fait contre les forces confédérées. Il en résulte que le gouvernement Lincoln, en admettant même qu'il le fasse, ne pourra prendre aucune mesure pacifique, preuve encore davantage, par les précautions qu'il prend à Pensacola l'importance qu'il attache à maintenir de la tranquillité.

Nous n'en manifeste que le cabinet fédéral veut la paix. D'une autre part, la prudence qu'il déploie à Washington les commissaires des Etats confédérés, nous prouve que les dispositions du gouvernement de Montgomery ne sont pas moins pacifiques que celles de l'administration fédérale. Ces dernières sont contenues implicitement et nous pouvons en donner la preuve, c'est que le président Lincoln, forcer la main à M. Lincoln. Ce qui nous avions prévu est arrivé. Comprenant que le président ne pouvait accepter officiellement sans se donner à la même en démenti, et que sa position lui commandait d'observer la plus grande réserve, il se sont à trouver en certitude d'Etat et ont sous-entendu au début de dix pour demande par M. Seward. Or, comme le fort Sumter sera évacué avant l'expiration de délai, il se trouvera que M. Seward n'aura pas à se reprocher d'avoir fait une concession sans avoir obtenu une compensation et qu'il aura mis les commissaires et que le cabinet n'aura pas fait de traiter, même indirectement, avec les représentants d'une confédération dont il n'a pas encore reconnu la souveraineté.

A la sagesse et à la modération dont font preuve les commissaires du Sud, qu'on joigne les minutieuses précautions prises par le président Davis pour empêcher une collision n'éveillassela, et l'on ne doutera plus que le cabinet de Montgomery est bien décidé à ne pas assumer la terrible responsabilité de la guerre. Il y aurait toutefois à MM. Crawford, Forsyth et Roman une assurance formelle à cet égard afin que l'administration républicaine sache dans quel ne tentera rien qui soit de nature à provoquer de déplorables hostilités.

Le calme graduel de cette attitude prise par les deux gouvernements que les esprits sont à la paix. Puisque M. Lincoln retire les forts Sumter et Pickens des mains des Etats l'un peut encore dire Pensacola, il ne sera pas difficile à une autre conciliation.

Il y a beaucoup parlé des sentiments de haine d'où M. Lincoln serait animé envers les Etats confédérés ; c'est là une erreur qui deviendrait une injustice et on ne s'empressant de la rectifier. M. Lincoln est un homme bienveillant, dont l'unique tort est d'appartenir au parti républicain noir et de n'avoir pas les capacités nécessaires pour exercer de hautes fonctions dont il a été revêtu. Il a toujours cherché pour les concessions, et nous sommes persuadés qu'il appuiera de tout son pouvoir ceux des membres du cabinet qui se sont prononcés pour les moyens de conciliation.

Nous avons dit que personne ne désire la guerre, et le bilan de la situation que nous allons dresser fera voir que nous ne nous trompons pas. Le gouvernement de Washington a été divisé à l'intérieur le fort Sumter par ses troupes ; ceux-ci ont déjà été payées et doivent s'embarquer demain à bord du steamer Crescent qui les transportera à New York. Une colonne ne sera donc plus à craindre à Charleston.

Reste, il est vrai, le fort Pickens, mais l'administration fédérale ne voulant pas adopter de mesure incomplète a envoyé aux commandants de la marine de guerre mouillés dans ces eaux de la Floride l'ordre formel de ne tenter aucune voie de fait contre les forces confédérées. Il en résulte que le gouvernement Lincoln, en admettant même qu'il le fasse, ne pourra prendre aucune mesure pacifique, preuve encore davantage, par les précautions qu'il prend à Pensacola l'importance qu'il attache à maintenir de la tranquillité.

Nous n'en manifeste que le cabinet fédéral veut la paix. D'une autre part, la prudence qu'il déploie à Washington les commissaires des Etats confédérés, nous prouve que les dispositions du gouvernement de Montgomery ne sont pas moins pacifiques que celles de l'administration fédérale. Ces dernières sont contenues implicitement et nous pouvons en donner la preuve, c'est que le président Lincoln, forcer la main à M. Lincoln. Ce qui nous avions prévu est arrivé. Comprenant que le président ne pouvait accepter officiellement sans se donner à la même en démenti, et que sa position lui commandait d'observer la plus grande réserve, il se sont à trouver en certitude d'Etat et ont sous-entendu au début de dix pour demande par M. Seward. Or, comme le fort Sumter sera évacué avant l'expiration de délai, il se trouvera que M. Seward n'aura pas à se reprocher d'avoir fait une concession sans avoir obtenu une compensation et qu'il aura mis les commissaires et que le cabinet n'aura pas fait de traiter, même indirectement, avec les représentants d'une confédération dont il n'a pas encore reconnu la souveraineté.

A la sagesse et à la modération dont font preuve les commissaires du Sud, qu'on joigne les minutieuses précautions prises par le président Davis pour empêcher une collision n'éveillassela, et l'on ne doutera plus que le cabinet de Montgomery est bien décidé à ne pas assumer la terrible responsabilité de la guerre. Il y aurait toutefois à MM. Crawford, Forsyth et Roman une assurance formelle à cet égard afin que l'administration républicaine sache dans quel ne tentera rien qui soit de nature à provoquer de déplorables hostilités.

Le calme graduel de cette attitude prise par les deux gouvernements que les esprits sont à la paix. Puisque M. Lincoln retire les forts Sumter des mains des Etats l'un peut encore dire Pensacola, il ne sera pas difficile à une autre conciliation.

Un accident malheureux est venu jeter le deuil dans toutes les villes de la Louisiane. Le vapeur, avait en tête le 5 mars, et les passagers en étaient établis pour de l'espace, avaient de nombreux paiements, on attendant à chaque instant à être attaqués par les indiens ou les bêtes féroces.

On attend le prince Alfred à la Havane pour y servir le lez avril.

Des pluies abondantes sont tombées sur la côte méridionale de Cuba, après cinq mois d'une sécheresse presque absolue.

Le marché aux sucres est languissant : le No 12 vaut de 6 ½ à 7 réaux l'arobe. Il se fait peu d'affaires dans les mélasses. Rien de changé. Le marché nouvelle ne s'améliore pas. Change sur Londres, à 60 jours de vue, 10 à 10 3/4 ; de prime ; sur New York, à 60 jours, 1 à 3 de prime ; sur la Nlle Orléans, de 30 à 60 jours, 1/8 à 3/4 de prime ; sur la même place, de 3 à 10 jours, 3/4 à 1.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

La flotte à Pensacola.—Saisie d'un navire chargé de provisions.

Mobile, 21 mars—La goélette *Isabella*, capitaine Jones, chargée de provisions pour la flotte des Etats Unis mouillée en dehors de Pensacola, a été saisie hier soir.

Nouvelles de Washington.

POLITIQUE DE L'ADMINISTRATION.

Washington, 21 mars—Les intentions de l'administration sont considérées comme pacifiques, mais on pense qu'elle conservera tous les forts maintenant occupés par les troupes fédérales, à l'exception du fort Sumter.

Les commissaires des Etats confédérés ont reçu l'assurance la plus positive qu'il ne sera pas envoyé en ce moment de renforts dans le Sud.

L'affaire Floyd.

L'accusation dirigée contre M. Floyd, ex secrétaire du trésor des Etats Unis, a été rejetée hier, rien ne prouvant qu'elle fut fondée.

Les forts de la frontière—Occupation par les troupes du Texas.

Fort Smith, 21 mars—Plusieurs officiers de l'armée des Etats Unis, qui ont envoyé leur démission au gouvernement fédéral, sont attendus ici.

Le colonel Crosby a terminé l'expédition contre les indiens Navajo. Il est question d'en organiser une autre.

Les garnisons fédérales des forts Bliss, Quitman, Davis et Chadbourne, ont abandonné ces postes et attendent des moyens de transport pour gagner les Etats de l'Ouest. Le fort Chadbourne et le Camp Cooper sont occupés par de nos compagnies d'éclaireurs texiens.

Le quartier maître de l'armée au Nouveau Mexique vient qu'il n'a ni argent ni crédit.

Tarif des Etats Confédérés.

Charleston, 21 mars—M. Memminger, secrétaire du trésor, a pris les mesures nécessaires pour mettre en vigueur le tarif du Sud sur les routes de terre.

Nominations par le président Lincoln

New York, 21 mars. Le *Herald* dit que M. Wm Irwing a été nommé gouverneur du nouveau territoire de Dacotah.

M. T. Bigelow Lawrence est nommé secrétaire de légation en Angleterre.

Le colonel Nelson de l'Indiana, sera nommé ministre en Brésil.

Le lieutenant Sidney du dit, aura été bientôt promu à un grade supérieur.

Le département du trésor prépare des instructions pour les collecteurs de douane en vue de l'application du nouveau tarif.

Le major Anderson a été à Washington que les hostilités éclateront devaient être élevées derrière fort Sumter.

Nominations à Baton Rouge

Baton Rouge, 21 mars—Le sénat a ratifié aujourd'hui les nominations suivantes d'officiers pour le gouvernement de la Louisiane : C. M. Bradford, major ; Thomas Overton, capitaine.

Comme fonctionnaires civils, le gouverneur a nommé M. W. J. Mc Cotsch, commissaire des travaux publics ; MM. Hugh Peychaud, Bernard Avegno et Omer Goffard, directeurs de la banque fusionnée de la Nlle Orléans.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Baton Rouge, 21 mars—Le sénat a ratifié aujourd'hui les nominations suivantes d'officiers pour le gouvernement de la Louisiane : C. M. Bradford, major ; Thomas Overton, capitaine.

Comme fonctionnaires civils, le gouvernement a nommé M. W. J. Mc Cotsch, commissaire des travaux publics ; MM. Hugh Peychaud, Bernard Avegno et Omer Goffard, directeurs de la banque fusionnée de la Nlle Orléans.

Le Sénat a ratifié le bill de la Chambre qui autorise le Comté de Carondelet, et un autre bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer des Bouchers et propriétaires fonciers.

La Chambre a voté le bill du Sénat relatif à l'Hospice des Aliénés et à l'Hopital de Charité. Le bill de la même assemblée abrogeant la section 5 de la loi qui a créé le conseil d'état a été rejeté, on pouvait que les actionnaires acceptent ce bill.

Un bill présenté par M. Labbatie, d'Assomption, pour la nomination de sous-ingénieur, a été adopté.

La résolution de M. Marr ordonnant que la Constitution soit soumise à une Convention a donné lieu à de longs débats. M. Smart a proposé d'inviter la Convention à soumettre directement au peuple la Constitution de Montgomery, et la Chambre s'est ajournée au milieu d'une grande confusion.

Evacuation du fort Sumter.

On sait maintenant d'une manière positive que le gouvernement a envoyé à major Anderson l'ordre d'évacuer le fort Sumter. Les troupes en sortiront demain.

La fédération, d'une autre part, a-t-on envoyé de renforts à la garnison du fort Pickens, à Pensacola.

Discours de M. Hagood au Sénat.

M. Hagood du Delaware, en prenant son siège au sénat, a prononcé un discours sur l'administration de Washington à concourir un traité avec les Etats confédérés.

Proclamation du Président.

Le bruit que le Président se disposait à publier une proclamation sur l'état de l'Union, est pas fondé.

Nominations par le gouverneur Moore

Baton Rouge, 21 mars—Le Sénat a ratifié les nominations suivantes faites par le gouverneur :

Wm. J. McCulloch, argentier général.

Lewis Palmes, confédérateur du Bureau des Terres à la Nlle Orléans.

H. W. Parker, docteur à la Nlle Orléans.

John La Blanc, Receveur.

Samuel Hyams Register à Natchitoches.

John Posey, Receveur.

Jacob Bender, Register à Opelousas.

Geo Purvis, Receveur.

R W Jamison, Register à Monroe

Thos Bentley, Receveur.

J H Mc Guire, Register à Greenborough

Daniel W. Adams, lieutenant colonel

C. M. Bradford, lieutenant d'infanterie.

Législature de la Louisiane.

Baton Rouge, 21 mars—A la Chambre, un grand bill relatif à la milice a été introduit. Il autorise le gouverneur à organiser, équiper et discipliner 10,000 hommes de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie légère, et à les tenir prêts à marcher au premier ordre.

Le bill de la Chambre pour la création d'un bureau d'immigration a été adopté par le Sénat.

Le Sénat a ratifié le bill de la Chambre qui amende la loi créant le Bureau d'immigration.

La résolution invitant le Congrès à convoquer une convention nationale, a été adoptée par les deux chambres de la législature de l'Ohio.

Démission dans l'armée.

New-York, 21 mars—Le correspondant du *Herald* de New York a reçu de Washington que le lieutenant Slemmer, qui a défendu le fort Pickens, a donné sa démission au gouvernement.

Convention d'Etat du Missouri.

St Louis, 21 mars—La Convention, par un vote de 57 voix contre 7 voix, a adopté une résolution recommandant le retrait des troupes des frontières du Missouri, et déclarant que la Confédération du Sud, n'est y a danger d'hostilités.

Columbus, Ohio, le 21 mars—Les républicains noirs ont nommés Hon John Sherman, sénateur des Etats Unis.

SENAT DES ETATS UNIS.

Washington, le 21 mars—Au Sénat, aujourd'hui, M. Hayards a présenté un discours sur la résolution de M. Douglas, mais sans arriver à aucune conclusion.

New York, 21 mars—Le correspondant du *Commercial*, de Washington, dit que le ministre Seward est optimiste et regarde en Californie sous l'influence des Chevaliers du Cercle d'Or. Le cabinet prend le sujet en considération.

Philadelphie, 21 mars—Le train Central de Pennsylvanie a déraillé hier près d'Alloon. Le wagon de bagages a été brisé et le feu a mis le tête aux wagons de passagers ont été détruits. Aucun passager a été toutefois blessé.

THEATRE DE L'OPERA.

DÉBUTS DE MLLE ADELINA PATTI.

Rigoletto—Lucie—Lucie de la Tour-aine—Le duc des Huguenots.

La représentation de ce soir doit compter parmi les plus brillantes du théatre de l'Opera. Il a fait en effet, pour notre public, d'un acte de gaîté, de gaîté et de bon goût tout à la fois, la représentation de ce soir qui nous a charmé pendant près de deux heures et sur le point de s'envoler, et pour nous faire ses adieux elle a cueilli quelques-unes des fleurs les plus choisies et les plus rares de sa fraiche couronne artistique C'est bien le moins qu'encore avec grâce à Mlle Patti, tant de délicieuses soirées, le public de l'Opera se porte en masse à son bénéfice et lui donne un éclatant témoignage de son estime et de son admiration. Que personne donc ne manque à ce dernier rendez-vous, et que les ovations que la jeune artiste est appelée à recevoir en Europe ne lui fassent pas oublier le triomphe bien légitime qu'elle vient de remporter dans notre théatre.

Pour notre humble part, nous sommes heureux d'avoir été des premiers à saluer ce talent si plein de jeunesse et d'avenir, et dans la nouvelle et plus vaste carrière qui va s'ouvrir pour la charmante cantatrice, nous veux et nos sympathies l'accompagnent des à présent, et l'horoscope que nous a inspiré la première apparition de cette radieuse étoile ne nous semble nullement appelé à diminuer notre prestige comme astrologue musical.

Dans quelques mots ici, l'oiseau prédestiné les accents si purs et si doux nous reviendra peut-être, la tête couronnée des palmes triomphales de la gloire et de la célébrité qu'elle a conquises alors de ses premiers pas dans la carrière, et que les applaudissements de Londres et de Paris ne lui feront pas oublier ceux de la Nouvelle-Orléans.

Convention de la Louisiane.

Séance du 21 mars 1861.

La séance est ouverte à dix heures. Soixante quinze délégués sont présents.

M. Lewis, de Claiborne, demande que les réglements soient suspendus et que la Constitution de Montgomery soit prise en considération. Les délégués y consentent.

M. Hodge propose que le comité de la Confédération du Sud rédige de suite et présente une résolution ou une Ordonnance déclarant que le nouveau pacte est adopté.—L'Ordonnance est rédigée et transmise au sécretaire qui la lit.

M. Lewis espere que le pacte ne rencontrera pas d'obstacles parmi les délégués et que ceux-ci le ratifieront sans délai. Le représentant de Claiborne, en souvenir des opinions conservatrices de ceux qui l'ont élu, dit qu'il est fallu soumettre la question au peuple, mais que les membres n'y sont refusés, le moment est venu de prendre une décision.

M. Rozier présente une Ordonnance convoquant une Convention qui devra rejeter ou approuver le pacte élaboré à Montgomery, et allouant une somme de vingt cinq mille piastres pour faire aux dépenses.—Le délégué de Orleans repète ce qu'il a souvent affirmé : les membres de la Convention ont suivi l'exemple personneux de la Législature et refusé de consulter le peuple pour lequel il travaille. Il maintient le droit le plus profond. Les autres Conventions, celles meme des Etats qui se sont séparés du gouvernement fondé par la sagesse et cimenté par le sang de nos pères, n'ont pas fait preuve d'une indépendance insultante comme le corps qui prétend représenter l'opinion de la Louisiane.—M. Rozier déclare qu'il est opposé à une alliance avec les Etats dont les intérets n'ont rien de commun avec les notres. Les partisans de la coopération auraient obtenu en ville une majorité écrasante si les électeurs avaient pu se donner que la Virginie, le Maryland, le Tennessee, le Kentucky, le Missouri et la Caroline du Nord refusement de se joindre à nous. Pour empêcher de mûrir la réflexion nous annonce ce matin que l'Arkansas, Etat sur le quel nous devions compter plus encore que sur les autres, vient de se prononcer contre la séparation immédiate. Le drapeau étoilé flotte toujours à Little Rock et on dessus des édifices publics. M. Rozier termine ses remarques en engageant ses collègues de ne pas agir avec les Etats frontières et de soumettre la Constitution de Montgomery au peuple qui, quoi qu'en disent maintenant ses anciens flagorneurs devant être le maître de ses destinées.—Les amis de M. Rozier regrettent qu'il s'expose en argumentes devant un corps dont les opinions sont inébranlables et qui refusent à poine à entendre l'exposé de la doctrine d'Etat à laquelle ils ont donné un respectueux silence par le nombreux auditoire.

M. Fogg succède à M. Rozier. Elu par les partisans de la coopération, il a tenté dit-il, tous les efforts possibles pour amener une entente cordiale entre les Etats du Sud, mais n'ayant pas réussi, il croit devoir appuyer sans hésiter les partisans de la séparation immédiate. Ce mouvement est dirigé par le peuple et non par les politiciens. Il ne faut pas blamer hautement que les délégués de la Louisiane ont refusé de consulter le peuple par une assemblée qui se respecte pas sur la volonté de la nation est un pacte démocratique ! Le délégué d'Orleans M. Semmes a prétendu il y a quelques jours, dans un moment de mauvaise humeur, que la Convention était la souveraineté de la souveraineté populaire C'est le prétexte dernier lequel s'est réfugié Louis XVI, et il est mauvais que dont se sont couverts tous les despotes qui ont impudemment abusé de la confiance du peuple. Je proteste, s'écrie M. Rozier, contre l'illégalité qui a présidé à la rédaction du dernier le nom de Constitution, je proteste contre les actes du congrès de Montgomery, parce qu'ils portent atteinte aux intérets, à la dignité de la Louisiane, qui jamais ne consentira à ce que les délégués qui nous représentaient dans la capitale de l'Alabama n'avaient pas le droit d'abdiquer la souveraineté dont ils ont été revêtus par le peuple. Le président, a son cabinet et aux membres des deux chambres qui exerceront dorénavant un pouvoir illimité. On a essayé en vain de rendre l'engagement de M. Miles, dans sa tentative avortée, elle échouera toujours. Le nouveau président, en vertu de la constitution sortie de l'obscur édifice de Montgomery aura entendu d'une année d'activité commandée mis pendants et entendus de la masse du peuple. Le cabinet a le pouvoir de diriger comme il l'entendra la législation du pays, sous la seule réserve de l'approbation de l'Angleterre, qui a pouvoir au vote, de rejeter et à la discrétion du cabinet une taxe d'exportation, taxe unique et temporaire, qui durera, en un mot, autant que cela sera compatible, un esprit retardataire, un esprit pitoyablement malveillant dont une seule nation tout entière n'est pas exempte, et contre lequel nous aurons à lutter longtemps encore. Le petit nombre de Montgomery est appelé à la tombe du gouvernement constitutionnel, mais nous avons à être libres. "Et en temps de guerre M. Rozier ne voit que la Constitution est basée sur la funeste Constitution des Etats Unis, on nous demande de la sanctionner ! Je n'y consentirai jamais"

M. Semmes répond de son mieux aux arguments de M. Rozier. Il paraît embarrassé, et ce n'était est bien d'être aussi facile qu'elle l'est d'habituelle. Le délégué d'Orleans veut donner au peuple le droit de ratifier ou de rejeter. Mais l'attitude de quelques membres m'avaient nous ne le dissimulent qu'exterieurement plus tard en Louisiane.

M. Marks, de Caddo, propose que l'Ordonnance de M. Rozier soit déposée sur le bureau. La publication est demandée et l'Ordonnance est renvoyée au comité de 30.—Après 7h. Les Voix de partisans commence ainsi :

Ont MM. Adams, Barrow, Bermudez, Bird, Bonner, Bowers, Brittin, Bush, Butler, Caldwell, Cenas, Chandler, Conner, de Clouet, Dubuclet, Duffel, Dupre, Elam, Garcia, Gay, Gen. Girard, Gridley, Hernandez, Herron, Hodge, Hoggatt, Holmes, Hunter, Jones, Kennedy, Kidd, Labauve, Lawrence, Lewis, de Claiborne, Lewis, de Ouachita, Lobdell, Manning, Marchall, Marrero, Marks, de Caddo, Marks, d'Orleans, Martin, de Carroll, Magee, Melancon, Meredith, Miles, Miller, Moore, Mouton, Mc Closkey, Mc Keely, Morton, O'Bryan Parker, Parkerson, Perkins, de Madison, Perkins, d'Orleans, Pickett, Pomberton, Pike, Polk, Pope, Prevosty, Pugh, Richardson, Slawson, Smart, Swanson, Semmes, Stewart, Sparrow, Sompayrac, Soniat, Taylor, de Caldwell, Scott, d'Orleans, Rozier, Talbot, Taylor, de St-Charles, Taylor de St Landry, Texada, Todd, Toupet, Tucker, Valentine, Verret, Warren, Walker, Williams, de Ste Hélène, Wilkinson, White, Yerby, Mc Neil.

Ont voté *l'adoption*—MM. Bienvenu, Garrett, Lewis, d'Orleans, Rozelius, Rozier, Stocker, Taliaferro—7.

Absents—MM Anderson, Barbin, Cannon, Clark, Carr, Davidson, de Livingston, Deslond, Elam, Garcia, Hough, Labauve, Mc Neil, Perkins, de Madison, Perkins, d'Orleans, Peck, Pemberton, Pike, Polk, Pope, Prevosty, Pugh, Richardson, Slawson, Smart, Swanson, Semmes, Stewart, Sparrow, Sompayrac, Soniat, de Claiborne, Scott, d'Orleans, Rozier, Talbot, Taylor, de St-Charles, Taylor de St Landry, Texada, Todd, Toupet, Tucker, Valentine, Verret, Warren, Walker, Williams, de Ste Hélène, Wilkinson, White, Yerby, Mc Neil.

Ont voté *l'adoption*—MM. Bienvenu, Garrett, Lewis, d'Orleans, Rozelius, Rozier, Stocker, Taliaferro—7.

Absents—MM Anderson, Barbin, Cannon, Clark, Carr, Davidson, de Livingston, Deslond, Elam, Garcia, Hough, Labauve, Mc Neil, Perkins, de Madison, Perkins, d'Orleans, Peck, Pemberton, Pike, Polk, Pope, Prevosty, Pugh, Richardson, Slawson, Smart, Swanson, Semmes, Stewart, Sparrow, Sompayrac, Soniat, de Claiborne, Scott, d'Orleans, Rozier, Talbot, Taylor, de St-Charles, Taylor de St Landry, Texada, Todd, Toupet, Tucker, Valentine, Verret, Warren, Walker, Williams, de Ste Hélène, Wilkinson, White, Yerby, Mc Neil.

La séance est levée.

NOMINATIONS.—Les commissions suivantes, faites par le président Lincoln, ont été ratifiées par le Sénat des Etats-Unis, on trouve le collecteur de douane à Détroit, Wm C. Buttler, collecteur de douane dans le district de Camden, Etat de New York, John McNash, collecteur de douane à Michilimakinac, S. M. Edmonds, commissaire du bureau des terres, A. N. Spinner, trésorier des Etats-Unis, C. G. Ripley, secrétaire de légation à Bruxelles, Jacob S. Holderman, ministre à Stockholm.

LEGISLATURE.—On verra par nos dépêches que la session de la législature de la Louisiane est terminée hier, 21. Les deux chambres se sont ajournées indéfiniment dans le courant de la journée.

☞ On nous prie d'annoncer que le concert qui devait avoir lieu le 6 février dernier au profit des Ecoles dirigées par les sœurs de Charité, est positivement fixé au 12 avril.

CHRONIQUE LOCALE.

Bénéfice du sauve Léon—Place aux dames ! M. Léon qui remplit dans la compagnie des soutiers les rôles d'ingénues, prend son bénéfice de soir au théatre de l'Académie. Nous n'insisterons pas sur la composition du spectacle dont le programme est publié plus loin, nous rappellerons seulement que M. Léon est en faveur auprès du public et qu'il a droit à une preuve évidente de sa sympathie ; c'est dire qu'il y aura foule ce soir chez les zouaves.

Première Cour.—George Samuels a été déclaré coupable de vol avec effraction. Il s'est introduit, le 9 septembre dernier, à deux heures du matin, dans le boarding house de Jno M. O'Brien.

John Wallschaub, et Caspar Streib ont été déclarés coupables de vol avec effraction. Les preuves étaient tellement fortes que les jurés ont presenté le verdict sans quitter leurs sièges.

Le ministre public n'a pas trouvé lieu de poursuivre Wm Horner, accusé d'homicide. Les officiers n'ont jamais pu découvrir les témoins à charge.—Horner a tué Pat. Owen, le 29 novembre dernier, dans une mauvaise maison de la rue Dryades.

M. D. G. Campbell a été chargé de défendre Thos Ford, accusé d'homicide.

Les témoins ont reconnu coupable de larcin.

Le cabinet de District n'a pas trouvé lieu de poursuivre Henry Kessinger, accusé de larcin, et Adelaïde Beaujain. 1. c. 1, accusée d'avoir recelé un esclave marron.

Juges de District.— Les candidats suivants ont été choisis hier par le Parti Américain du Sud :

Premiere Cour de District — T. W. Collens.
Deuxième Cour dito — J. Bermudez.
Troisième Cour dito — M. A. Foute.
Quatrième Cour dito — W. Price.
Cinquième Cour dito — J. Livingston.
Sixième Cour dito — R. K. Howell.

Accident.—La route d'un omnibus a passé sur le pied gauche de Jean-Baptiste, jeune homme de 15 ans, hier à quatre heures du soir, au coin des rues Grepe et Champs-Elysees. Il a été envoyé à sa demeure par la police.

Nous apprenons avec plaisir que M. C. Silva, ingénieur de mérite qui se trouve depuis quelques mois à la Nouvelle Orléans, est enfin en mesure d'exécuter un modèle de son nouveau système de pompes à incendie. L'*Abeille* a déjà parlé de cet ingénieux système qui devra plus que la puissance d'action des pompiers en supprimant quelques uns des travaux les plus rudes auxquels ils sont en ce moment obligés de se livrer pour lutter avec succès contre l'élément destructeur. M Silva nous adresse à ce sujet quelques lignes que nous insérons avec plaisir :

Monsieur le Rédacteur,

Veuillez estimable journal, m'accorder, il y a quelque temps, d'une amélioration des pompes à incendie projetée par moi. N'ayant point trouvé d'encouragement là où je m'étais d'abord à bras, je me suis décidé à m'adresser à mes concitoyens, et je suis heureux de pouvoir dire aujourd'hui que mon cœur battait à l'unisson du peuple.

Aussi, grâce à l'économie de la voie de mer et au bon marché de la navigation sur la Seine, à la descente, et sur le canal Erie, des pays placés au cœur du continent de l'Amérique du Nord pourront employer des matériaux français qui restent inconnus dans plusieurs de nos départements du centre ou du Midi, moins parce que l'esprit de perfectionnement industriel n'a qu'à dans pénétré dans ces départements, que parce qu'outre eux et Paris il n'y a d'autre communication que le roulage.

—Un événement horrible qui est arrivé dans la province de Castellon, a eu pour motrice, dit le *Journal des Villes et Campagnes*, une de testable superstition. Une famille composée des deux époux et de trois filles de 16, 13 et 9 ans, habitait dans la plus grande tranquillité, sauf que le mari avait tous les mois un transport cérébral qui durait peu de temps. Deux jours avant la catastrophe, un prétendu magnétiseur se présenta à la femme et lui persuada que, dans sa maison, il y avait cinq démons, dont le principal était son mari et qu'il fallait absolument le tuer Il lui montra un livre où étaient figurées les cinq maisons.

La femme et les filles le crurent comme article de foi ; le 26 janvier, les femmes étaient occupées à la cuisine lorsque le mari rentra. Dès qu'il eut franchi le seuil de la porte, la fille aînée le renversa à terre, saisissant une hache elle se rendit auprès du lit de son époux et lui trancha la tête d'un seul coup. Pendant toute la nuit, la femme et les filles hachèrent, mirent en morceaux le corps de l'infortuné, croyant toujours avoir affaire au diable, ainsi qu'elles l'en déclarèrent plus tard. Les membres découpés furent placés dans une marmite, le foyer lumineux a été alimenté pendant toute la nuit, et le lendemain matin on trouva dans une cuve une masse informe, ressemble aux cendres de la Saint Jean, mais contenant encore les os calcinés. Le tout fut jeté dans un puits.

J'ai reçu une lettre d'elle, me dit-il, c'est la femme la plus portante que l'on puisse rencontrer qu'elle m'a rendue heureux, qu'elle m'a prodigué mille et mille tendresses, qu'elle a fait pour mes enfants. Je veux lui envoyer un souvenir et je veux le rapporter moi-même. Je veux la rendre malheureuse à Pau, et tout ce qu'elle a fait pour mes enfants. Je veux lui envoyer un souvenir et je veux le rapporter moi-même. Je voudrais pouvoir en envoyer de même à tous ceux que j'ai connus à Pau

La conversation changea ensuite et prit un tour plus général sur le caractère des Français et sur la part que lui même y avait prise. Je l'écoutais avec admiration et avec bonheur parler, d'un mouvement amoureux, un langage que le cœur dictait. Je ne pouvais croire qu'il avait pu quitter une femme pour laquelle il éprouvait de si vifs sentiments d'admiration et de sympathie qu'avait fait naître, parmi nous, sa généreuse conduite.

Je n'oublierai pas aisément l'entrevue que j'eus alors avec le noble héros de nos guerres d'Afrique. Sa figure calme, douce et modeste, sa parole grave et ferme, l'esprit de justice et d'impartialité fermeté qui paraissait dans tous ses discours, répondaient à l'idée que d'avance, je m'étais faite de lui. J'étais le premier prêtre français qui l'approchât, le premier même qui fut entré à Damas depuis les massacres. Un de nos plus illustres prélats m'avait chargé, en partant, de lui rapporter des souvenirs de sa part. Je pensais que pour éviter les explications pénibles que devraient faire naître ces souvenirs, il valait mieux les lui remettre avant de le voir. Il me reçut avec bonté, mais avec une froideur qui me fit craindre d'avoir mal jugé son caractère. Il me parla de la mission qu'il avait remplie auprès de l'émir, avec une rare modestie, se félicitant de la politique à la manière arabe, me répondit :

" Je ne suis qu'un pêcheur. J'ai fait mon devoir et je ne mérite pas d'éloges pour cela. Je suis seulement très heureux qu'en France on soit content de ce que j'ai fait, car j'aime la France, et je me souviens de tout ce que j'en ai reçu "

Le lui demandai alors s'il ne préférait pas le séjour de la Syrie à notre froid brumeux et à notre froide température.

—Ah ! me dit-il, le ciel d'Amérique est beau, mais pas autant que celui de la Syrie, et même le ciel de Pau me rappelait le mien. J'en ai gardé un bien doux souvenir. Je ne rappelle combien ainsi on a été bon pour moi dans votre pays.

Et comme je lui parlais de madame la comtesse de B....., si connue dans votre ville par sa charité ainsi que par sa piété, il me dit : " Elle est une sainte femme, elle a été pour moi une amie, une sœur, une mère. Je ne l'oublierai jamais. Son souvenir me console au milieu de mes douleurs. Elle m'a fait connaître la vraie charité ; elle m'a fait comprendre que la vie sainte leur consolation. Il opinion n'est vivement émue du fait qu'on a voulu me faire passer pour un homme d'ambition, voulant le besoin d'expliquer sa conduite à la famille, a publié une lettre que j'ai faite, car j'aime la vérité, et je me souviens de tout ce que j'en ai reçu.

Le lui demandai alors s'il ne préférait pas le séjour de la Syrie à notre froid brumeux et à notre froide température.

—Ah ! me dit-il, le ciel d'Amérique est beau, mais pas autant que celui de la Syrie, et même le ciel de Pau me rappelait le mien. J'en ai gardé un bien doux souvenir. Je ne rappelle combien ainsi on a été bon pour moi dans votre pays.

Et comme je lui parlais de madame la comtesse de B....., si connue dans votre ville par sa charité ainsi que par sa piété, il me dit : " Elle est une sainte femme, elle a été pour moi une amie, une sœur, une mère. Je ne l'oublierai jamais. Son souvenir me console au milieu de mes douleurs. Elle m'a fait connaître la vraie charité ; elle m'a fait comprendre que la vie sainte leur consolation. Il opinion n'est vivement émue du fait qu'on a voulu me faire passer pour un homme d'ambition, voulant le besoin d'expliquer sa conduite à la famille, a publié une lettre que j'ai faite, car j'aime la vérité, et je me souviens de tout ce que j'en ai reçu.

Le lui demandai alors s'il ne préférait pas le séjour de la Syrie à notre froid brumeux et à notre froide température.

—Ah ! me dit-il, le ciel d'Amérique est beau, mais pas autant que celui de la Syrie, et même le ciel de Pau me rappelait le mien. J'en ai gardé un bien doux souvenir. Je ne rappelle combien ainsi on a été bon pour moi dans votre pays.

Et comme je lui parlais de madame la comtesse de B....., si connue dans votre ville par sa charité ainsi que par sa piété, il me dit : " Elle est une sainte femme, elle a été pour moi une amie, une sœur, une mère. Je ne l'oublierai jamais. Son souvenir me console au milieu de mes douleurs. Elle m'a fait connaître la vraie charité ; elle m'a fait comprendre que la vie sainte leur consolation. Il opinion n'est vivement émue du fait qu'on a voulu me faire passer pour un homme d'ambition, voulant le besoin d'expliquer sa conduite à la famille, a publié une lettre que j'ai faite, car j'aime la vérité, et je me souvi